

7 septembre 2021

## **République Populaire de Chine : La liberté d'expression des étudiants chinois à l'étranger**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

1. Surveillance et contrôle des milieux universitaires à l'étranger par les organes officiels chinois ...	3
1.1. Une politique concertée et volontariste .....	3
1.2. L'utilisation des associations étudiantes et des instituts culturels au profit des intérêts gouvernementaux chinois .....	4
1.2.1. Les associations estudiantines .....	4
1.2.2. Les instituts Confucius .....	5
2. Mesures de rétorsion, poursuites et arrestations en Chine pour des propos tenus à l'étranger dans un cadre académique .....	6
3. Conséquences de la politique chinoise dans les milieux universitaires étrangers.....	7
3.1. Intimidation, harcèlement, menaces et autocensure des étudiants .....	7
3.2. Milieux de la recherche et professeurs.....	8
Bibliographie .....	10

**Résumé :** Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, les autorités chinoises ont mis en œuvre une politique concertée et volontariste de contrôle des milieux académiques en Chine mais aussi à l'étranger. Les étudiants chinois à l'étranger sont mobilisés en faveur du gouvernement et peuvent subir des pressions, menaces voire des agressions en cas de discours perçu comme « anti-chinois » y compris sur les campus universitaires. Aux États-Unis, en Australie comme en Europe, plusieurs gouvernements occidentaux se sont alarmés des pressions des autorités chinoises à l'encontre des universitaires et étudiants travaillant sur des sujets dits « sensibles » pour Beijing. Les instituts Confucius mais aussi les associations étudiantes chinoises ont fait l'objet d'accusations de liens particulièrement étroits avec les autorités chinoises menaçant la liberté d'expression sur les campus étrangers. De nombreux témoignages issus des milieux académiques accusent les autorités chinoises d'ingérence et de menaces.

**Abstract :** Since Xi Jinping came to power in 2013, the Chinese authorities have implemented a concerted and proactive policy of controlling academic circles not only in China but also abroad. Chinese students abroad are mobilized in favor of the government and can be subjected to pressure, threats or even attacks in the event of discourse perceived as “anti-Chinese”, including on university campuses. In the United States, Australia and Europe, several Western governments are alarmed by the growing pressure from Chinese authorities against academics and students working on so-called “sensitive” subjects for Beijing. Confucius institutes but also Chinese student associations have been accused of keeping particularly close links with the Chinese authorities, threatening freedom of expression on foreign campuses. Numerous testimonies from academic circles are accusing the Chinese authorities of interference and threats.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Selon plusieurs sources concordantes, les étudiants chinois à l'étranger ainsi que les chercheurs travaillant sur la Chine, chinois comme étrangers, déplorent des pressions croissantes du gouvernement chinois à leur encontre. Ces pressions et intimidations sont destinées à censurer ou limiter la liberté d'expression au sujet de thématiques jugées « sensibles » et ont pour effet des phénomènes d'autocensure<sup>1</sup>. Le gouvernement chinois utilise ainsi son réseau d'instituts culturels Confucius ou les associations étudiantes chinoises situées à l'étranger afin d'infiltrer, surveiller ou se mobiliser au sein des milieux académiques étrangers<sup>2</sup>. Les milieux nationalistes chinois, de manière spontanée ou organisée, créent également un phénomène de surveillance entre compatriotes, pouvant mener à des campagnes violentes et pousser à l'autocensure<sup>3</sup>.

## 1. Surveillance et contrôle des milieux universitaires à l'étranger par les organes officiels chinois

### 1.1. Une politique concertée et volontariste

Plusieurs chercheurs et organisations non gouvernementales soulignent que la surveillance des milieux académiques par les autorités chinoises relève d'une politique publique mise en œuvre depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012.

Ainsi, selon Nadège Rolland, chercheuse sur les questions politiques et sécuritaires en Asie au *National Bureau of Asian Research* situé à Washington D.C, aux Etats-Unis, le gouvernement chinois met en œuvre une **politique volontariste de « contrôle et d'influence » dans les milieux académiques** depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping. Cette politique a pour objectif de « délivrer ses messages » afin que « le modèle politique chinois s'impose comme une alternative<sup>4</sup> ». Ce constat est partagé par la chercheuse Anastasya Lloyd-Damnjanovic, travaillant pour la commission d'examen économique et de sécurité des relations entre les États-Unis et la Chine du Congrès américain<sup>5</sup>. Autrice d'un rapport pour le *Woodrow Wilson Center for Scholars*, un think-tank lié au Congrès américain, elle y souligne que « **Xi [Jinping] a renforcé le contrôle politique sur les institutions éducatives en Chine, y compris sur les programmes affiliés avec des universités américaines**. Il a appelé les membres des universités chinoises et les étudiants à étudier et à servir le "socialisme aux caractéristiques chinoises" ainsi que mis en garde contre la mauvaise influence des chercheurs étrangers. **Dans la Chine de Xi, l'éducation est plus politisée qu'elle ne l'a jamais été depuis l'époque de Mao Zedong<sup>6</sup>** ».

Dans un rapport publié en 2021 par l'ONG *Human Rights Watch* (HRW) au sujet de la surveillance des étudiants chinois en Australie, le constat est également similaire. Ce rapport décrit une augmentation substantielle des activités et objectifs du **Département du Front Uni de travail, l'organe du parti communiste chinois dédié à mobiliser les réseaux chinois à l'étranger** et ce, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping<sup>7</sup>. En 2015, Xi Jinping a, en outre, tenu un discours sur les missions du Département du Front Uni de travail dans lequel il citait explicitement **les étudiants à l'étranger comme étant « un nouvel objectif du Front Uni »<sup>8</sup>**.

Preuve de l'activisme du parti communiste chinois en matière de contrôle des politiques liées à l'éducation, le journal américain *The New York Times* cite, pour sa part, une directive du parti datant de février 2016 destinée aux fonctionnaires du ministère de l'Éducation. Cette directive les enjoint explicitement à « **rassembler le grand nombre d'étudiants à l'étranger pour en faire une énergie patriotique positive. Construire un réseau de contacts multidimensionnels reliant la Chine et l'étranger – la mère patrie, les ambassades, les consulats à l'étranger, les groupes d'étudiants et le grand nombre d'étudiants à l'étranger – afin qu'ils ressentent complètement l'intérêt de la mère patrie** »<sup>9</sup>.

---

<sup>1</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

<sup>2</sup> Scholars at risk, pp.81-93, [url](#)

<sup>3</sup> Scholars at risk, p.81, [url](#)

<sup>4</sup> Libération, 27/07/2021, [url](#)

<sup>5</sup> Commission d'examen économique et de sécurité des relations entre les États-Unis et la Chine, s.d., [url](#)

<sup>6</sup> Woodrow Wilson Center for Scholars, p. viii (avant-propos), [url](#)

<sup>7</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>8</sup> Woodrow Wilson Center for Scholars, p.20 (sources originelles inaccessibles), [url](#)

<sup>9</sup> New York Times, 10/02/2016, [url](#)

Non seulement mobilisés par le régime pour renforcer leur éducation « patriotique », les étudiants chinois à l'étranger sont incités à être également, à l'instar des diplomates, acteurs de la « lutte » du parti contre ses détracteurs et de la « suppression des forces hostiles »<sup>10</sup>.

Dans le même temps, afin de permettre une surveillance accrue des citoyens chinois à l'étranger, **un portail web géré par le PCC a été lancé permettant aux utilisateurs chinois, y compris ceux vivant en Australie, de signaler des actes qui portent atteinte à l'image de la Chine et du parti**<sup>11</sup>, selon le journal *Sydney Morning Herald*. L'existence de ce portail et les velléités extraterritoriales chinoises ont provoqué, selon le journal, un vif émoi au sein de la classe politique australienne.

## 1.2. L'utilisation des associations étudiantes et des instituts culturels au profit des intérêts gouvernementaux chinois

Deux organisations majeures sont mises en cause à l'étranger, notamment sur les campus australiens et américains, en tant qu'acteurs de surveillance et de mobilisation en faveur du PCC : les associations étudiantes chinoises, notamment l'Association des élèves et universitaires chinois (*Chinese Students and Scholars Associations*, CSSA) et ses branches locales mais aussi les instituts culturels Confucius<sup>12</sup>.

### 1.2.1. Les associations estudiantines

Selon le *New York Times*, il existe environ 150 branches du CSSA aux Etats-Unis, chaque association étant créée sur un campus particulier et ayant, selon le journal, « des liens » avec le gouvernement chinois. L'article affirme que ces associations estudiantines « ont commencé à travailler en tandem avec Beijing pour promouvoir un agenda pro-chinois et réduire les discours anti-chinois sur les campus occidentaux »<sup>13</sup>. Ces associations sont décrites comme **ayant des activités liées à l'intégration des étudiants chinois, offrant par exemple des services de transports, des célébrations pour le nouvel an chinois ou des bourses d'emploi bilingues. Elles sont toutefois accusées d'entretenir des liens étroits avec le gouvernement chinois, au point d'interférer avec la liberté d'expression dans les pays dans lesquels elles se trouvent.**

Ainsi, le même article cite l'exemple du CSSA de l'université de Columbia, aux Etats-Unis, ayant organisé dix ans auparavant une manifestation visant à contester une présentation dédiée aux droits humains en Chine, « appelant à défendre l'honneur et la dignité de la mère patrie<sup>14</sup> ». En 2008, le CSSA de l'université de Duke, aux Etats-Unis, a été accusé de harcèlement à l'encontre d'un étudiant qui avait tenté de jouer le rôle de médiateur dans le cadre de manifestations liées au Tibet. En Angleterre, à Durham, le CSSA « a agi à la demande du gouvernement chinois pour faire censurer des commentaires dans le cadre d'un forum sur les relations entre Hong Kong et la Chine<sup>15</sup> ». Un professeur de développement international à l'université de Bristol, le docteur Jeffrey Henderson, a également témoigné avoir reçu un email du CSSA de son université l'enjoignant à surveiller le déroulement d'une session de travail sur les relations entre Hong Kong et la Chine qui avait éveillé l'inquiétude de l'ambassade chinoise à Londres. Pour ce dernier, « aucune organisation estudiantine contrôlée par son gouvernement – ce qui est clairement le cas des CSSA – ne devrait jouir d'une présence sur le campus d'une université étrangère<sup>16</sup> ».

Certaines branches du CSSA ont publié sur leurs sites web des mentions confirmant explicitement leurs liens avec les consulats chinois, déclarant être soutenues par ces derniers ou y être affiliés, telles que le CSSA de l'université technologique du Michigan ou celui de l'université de Columbia<sup>17</sup>. Toutefois, un ancien président du CSSA de l'université de San Diego, Leo Yao, a nié la nature des liens allégués entre les autorités chinoises et les associations estudiantines, déclarant ainsi : « [ils] pensent que nous représentons le gouvernement chinois, que nous faisons ce que le gouvernement chinois nous dit de faire, des choses comme cela, mais ce n'est pas vrai<sup>18</sup> ».

<sup>10</sup> Woodrow Wilson Center for Scholars, p.22-23, [url](#)

<sup>11</sup> Sydney Morning Herald, 05/08/2020, [url](#)

<sup>12</sup> VOA News, 14/01/2020, [url](#)

<sup>13</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

<sup>14</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

<sup>15</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

<sup>16</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

<sup>17</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

<sup>18</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

Pour le chercheur Perry Link, spécialisé sur la Chine, ces associations sont davantage « **un outil au service du ministère des Affaires étrangères** » qui compte parmi ses activités celle de « garder un œil sur les discours antipatriotiques parmi les étudiants chinois ». Le résultat de cette pratique de surveillance par les pairs serait, selon le chercheur, « moins de causer l'arrestation et la punition de certaines personnes mais davantage que potentiellement tous les étudiants chinois puissent être dénoncés, et donc surveillent leurs propos en public<sup>19</sup> ».

Le rapport de l'ONG *Scholars at Risk*, dédiée à la protection des acteurs du monde académique et de la liberté d'expression, relaie des informations similaires à celles du *New York Times* à propos des étudiants et enseignants chinois. Il rappelle toutefois que « des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre les craintes évoquées par des journalistes et des enseignants par rapport aux CSSA, leur impact sur les libertés académiques et sur les discours tenus sur les campus ainsi que leurs relations avec des officiels du gouvernement chinois à l'étranger<sup>20</sup> ». Le même rapport décrit tout de même **des associations « souvent soutenues par les ambassades et consulats chinois » et relaie divers exemples recensés aux Etats-Unis mais aussi en Espagne démontrant une certaine proximité entre les autorités chinoises et les associations estudiantines** lors de mobilisations contre des événements jugés comme étant « dommageables » pour les relations avec la Chine ou « anti-chinois ». L'ambiguïté des relations entre les associations étudiantes chinoises et les autorités de leur pays sont également soulignées dans le rapport de la chercheuse américaine Anastasya Lloyd-Damnjanovic pour le *Woodrow Wilson Center for Scholars*. Dans une partie dédiée aux CSSA, elle met ainsi en évidence le fait que ces associations **ne sont pas des outils contrôlés par le régime à part entière et que leurs relations avec les consulats et ambassades varient d'une association à l'autre<sup>21</sup>**.

En Australie, les branches locales du CSSA entretiennent des « liens formels avec l'ambassade de Chine à Canberra et les consulats locaux », selon le rapport de HRW<sup>22</sup>. Le même rapport apporte toutefois une nuance, soulignant que **beaucoup d'étudiants agissent à titre personnel**, du fait d'une éducation nationaliste et d'un idéal de « loyauté » envers le régime, bien qu'il existe également « **un harcèlement soutenu par l'Etat visant à intimider les chercheurs travaillant sur des sujets sensibles en Chine<sup>23</sup>** ».

Aucune information concernant ce type de controverses liées à des associations d'étudiants chinois en France n'a été obtenue dans les sources publiques d'information consultées.

### 1.2.2. Les instituts Confucius

Créés et déployés à partir de l'année 2004 par le gouvernement chinois, les instituts Confucius ont vocation à être l'un des vecteurs du « *soft power* » chinois, à travers des cours de langue et des activités culturelles à l'image du réseau des Alliances françaises<sup>24</sup>. En 2021, on compte plus de cinq cents instituts Confucius à travers le monde<sup>25</sup>, rattachés fréquemment à des universités « hôtes »<sup>26</sup>, tous chapeautés en Chine par le Hanban, le département du ministère de l'Education chargé de la diffusion de la langue chinoise à l'étranger<sup>27</sup>. Les instituts sont généralement sous l'autorité d'un directeur issu de l'université « hôte » et d'un co-directeur chinois « qui travaille étroitement avec le Hanban et supervise le personnel enseignant »<sup>28</sup>.

Selon le journal *Le Monde*, le Hanban aurait décrit la mission des instituts Confucius comme étant celle « [d']étendre l'influence du parti »<sup>29</sup>. L'ancien diplomate français Pierre Buhler, auteur d'une tribune au sujet de l'influence chinoise dans le monde académique français publiée dans *Le Monde*, écrit pour sa part que les instituts Confucius « se sont livrés à des manœuvres d'entrisme, cherchant à s'insinuer dans les programmes d'enseignement et de recherche de l'université hôte ». Ce dernier donne pour exemples les instituts ayant fermé à l'université de Lyon en 2013 puis à Bruxelles en 2019, soulignant

---

<sup>19</sup> New York Times, 04/05/2017, [url](#)

<sup>20</sup> Scholars at risk, 09/2019, p. 82, [url](#)

<sup>21</sup> Woodrow Wilson Center for Scholars, pp.23-28, [url](#)

<sup>22</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>23</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>24</sup> Le Monde, 08/07/2021, [1] [url](#)

<sup>25</sup> Le Monde, 08/06/2021, [url](#)

<sup>26</sup> Scholars at risk, 09/2019, p.88, [url](#)

<sup>27</sup> Le Monde, 08/07/2021, [url](#) ; Scholars at risk, 09/2019, p.88, [url](#)

<sup>28</sup> Scholars at risk, 09/2019, p.88, [url](#)

<sup>29</sup> Le Monde, 08/07/2021, [1] [url](#)

également que pas moins de 84 instituts avaient été fermés aux Etats-Unis<sup>30</sup>. La Suède a fermé l'ensemble des instituts qui se trouvaient sur son territoire<sup>31</sup> tandis que le Parti conservateur britannique a recommandé en 2019 de « suspendre les 29 accords passés par les universités du pays, dans l'attente d'un audit en profondeur »<sup>32</sup>. En juin 2021, le ministère allemand de l'Éducation a annoncé avoir doublé son budget consacré à la recherche « indépendante » sur la Chine, déplorant avoir donné « trop d'espace aux Instituts Confucius »<sup>33</sup>.

La France compte actuellement 18 instituts Confucius, notamment dans des villes moyennes et des universités dans lesquelles ils apportent des financements substantiels et mènent des activités significatives permettant l'ouverture de nouveaux diplômes, de cours de langue ou des possibilités d'échanges internationaux<sup>34</sup>.

## 2. Mesures de rétorsion, poursuites et arrestations en Chine pour des propos tenus à l'étranger dans un cadre académique

En 2017, Yan Shuping, une étudiante chinoise en échange à l'université de Maryland, aux États-Unis, a été poussée à présenter des excuses après avoir été violemment prise pour cible par le PCC à travers son organe de presse officiel, *China Daily*, pour le contenu de son discours de fin d'année dans lequel elle défendait la liberté d'expression et la démocratie<sup>35</sup>. Selon le *New York Times*, l'étudiante (appelée ici « Yang Shuping ») a été victime **d'une violente campagne de dénigrement** orchestrée par des compatriotes, notamment sur les réseaux sociaux<sup>36</sup>.

En 2018, **un étudiant chinois de l'université du Minnesota, Luo Daiqing, a publié du contenu critique envers le PCC sur le web lui ayant valu d'être jugé et puni d'une peine de prison de six mois fermes à son retour en Chine** en 2019, selon le site d'informations *Axios*<sup>37</sup>.

L'étudiant **Wang Zhang, en échange à l'institut météorologique de Finlande, a également été poursuivi en justice en Chine en octobre 2019 pour des propos tenus alors qu'il se trouvait en dehors de Chine**. Selon l'ONG *Scholars at risk*, il a été arrêté à son arrivée en Chine dans le cadre d'une visite personnelle, pour « subversion du pouvoir étatique », sans que le motif exact de son arrestation ne soit divulgué. Il aurait potentiellement plaidé en ligne pour une indépendance de la Mandchourie<sup>38</sup>.

Deux étudiants chinois originaires de Hong-Kong, se présentant comme « Mary » et « John », tous deux étudiants à Perth en Australie, ont témoigné avoir reçu des menaces et avoir été surveillés ainsi que suivis en raison de leur activisme politique en Australie<sup>39</sup>. Selon le rapport de HRW dédié à la surveillance des étudiants chinois en Australie, « le gouvernement chinois surveille les étudiants chinois du continent et de Hong Kong dans les universités australiennes. *Human Rights Watch* a vérifié **trois affaires impliquant des étudiants dont la famille a reçu la visite de la police ou a été convoquée par la police en lien avec les activités de cet étudiant en Australie**<sup>40</sup> ».

Vanessa Frangville, professeur en études chinoises à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), a renoncé **à travailler avec des doctorants chinois face aux menaces pesant sur eux et leurs familles**, l'un d'entre eux ayant été détenu en Chine « trois jours dans une chambre d'hôtel » et interrogé par les services de renseignements chinois. Elle a également renoncé à se rendre en Chine, son terrain d'étude, en raison des pressions exercées à son encontre<sup>41</sup>.

---

<sup>30</sup> Le Monde, 08/06/2021, [url](#)

<sup>31</sup> Le Monde, 08/07/2021 [1], [url](#)

<sup>32</sup> Le Monde, 08/07/2021 [1], [url](#)

<sup>33</sup> Le Monde, 08/07/2021 [2], [url](#)

<sup>34</sup> Le Monde, 08/07/2021 [1], [url](#)

<sup>35</sup> VOA News, 25/05/2017, [url](#) ; VOA News, 14/01/2020, [url](#)

<sup>36</sup> New York Times, 23/05/2017, [url](#)

<sup>37</sup> Axios, 23/01/2020, [url](#)

<sup>38</sup> Scholars at Risk, s.d., [url](#)

<sup>39</sup> ABC, 07/07/2020, [url](#)

<sup>40</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>41</sup> Libération, 26/07/2021, [url](#)

### 3. Conséquences de la politique chinoise dans les milieux universitaires étrangers

#### 3.1. Intimidation, harcèlement, menaces et autocensure des étudiants

**Du fait de l'importance du nombre d'étudiants chinois en Australie (comptant pour 38% des étudiants étrangers en 2019<sup>42</sup>), la problématique de la liberté d'expression sur la politique chinoise y est particulièrement importante.** En 2021, HRW s'alarmait du fait que « [l]e gouvernement chinois et les étudiants soutenant le parti harcèlent et intimident régulièrement celles et ceux ayant exprimé leur soutien envers des mouvements pro-démocratie<sup>43</sup> ». Plusieurs étudiants interrogés expliquent s'autocensurer en raison des pressions exercées à leur encontre et des risques encourus notamment pour leurs familles en Chine. Ainsi, « **la peur que leurs actes en Australie puissent avoir comme résultat de voir leurs parents punis ou interrogés par les autorités chinoises chez eux pèse profondément sur tous les étudiants pro-démocratie interrogés** » par l'ONG au cours de son enquête. **Des étudiants chinois nationalistes sont à l'origine de plusieurs campagnes de harcèlement et de dénonciation auprès des autorités chinoises**, comme le montrent différents témoignages alléguant des enregistrements durant les cours, des copies d'écran envoyés aux autorités chinoises ou encore des campagnes de harcèlement sur les réseaux sociaux, notamment à l'occasion de manifestations pro-démocratie ou de conférences concernant Taïwan ou le Tibet<sup>44</sup>.

Durant l'été 2019, des manifestations organisées sur le campus de l'université du Queensland, à Brisbane, en Australie, ont été le théâtre de violences entre des groupes nationalistes et des manifestants soutenant la démocratie à Hong Kong. L'un des organisateurs de la manifestation favorable à Hong Kong a reçu des menaces de mort<sup>45</sup>.

Aux Etats-Unis, selon *Voice Of America* (VOA News), des étudiants chinois étudiant dans six universités différentes ont également témoigné anonymement de leurs craintes de s'exprimer sur des sujets considérés comme « sensibles » liés à la Chine (tels que le statut de Taïwan, la situation politique de Hong-Kong ou la situation des Ouïghours). **Ces derniers expliquent s'autocensurer de peur d'être dénoncés par des camarades chinois nationalistes ou de subir des représailles une fois de retour en Chine**<sup>46</sup>.

Selon une enquête menée par le journal *Libération* au sujet de la surveillance des milieux universitaires français par le régime chinois : « **si un étudiant à Paris critique en classe la politique menée au Tibet, au Xinjiang ou à Hong-Kong, des policiers se mettent en mouvement dans les provinces chinoises**<sup>47</sup>. » L'objectif du PCC serait, selon le même article, de « diffuser la propagande officielle dans les milieux académiques : l'ascension de la Chine est inexorable ; son modèle autoritaire est une alternative aux démocraties défailtantes ; Taïwan est une province chinoise ; l'harmonie règne au Xinjiang ; les manifestants à Hongkong étaient des voyous etc...<sup>48</sup> ».

Des étudiants chinois notamment issus de la minorité ouïghoure mais aussi de l'ethnie majoritaire han ont fait savoir au quotidien *Libération* qu'ils étaient « sur leurs gardes » en France, car **se sachant surveillés non seulement par les autorités chinoises mais aussi par leurs compatriotes**. Plusieurs témoignages concordants recueillis dans le cadre de cette enquête mettent en évidence **l'existence de sujets soumis à la censure ou perçus comme potentiellement dangereux et donc soumis à une forme d'autocensure**. Ainsi une jeune femme déclare anonymement « on sait ce qu'on a le droit de dire et de ne pas dire<sup>49</sup> ». Enfin, les autorités chinoises exercent également, toujours d'après *Libération*, **une pression particulière sur ses étudiants boursiers** (1 400 en France selon le journal) qui risquent de perdre leur bourse en cas de prises de position contraires à l'idéologie du PCC ou de refus de s'associer aux événements officiels de l'ambassade de Chine en France<sup>50</sup>. Selon le journal *Le Monde*, **les étudiants chinois à l'étranger « sont mobilisés, contre leur gré parfois, pour défendre l'image de la Chine ou prévenir la tenue, sur les campus, d'événements sur des sujets jugés sensibles**

---

<sup>42</sup> Libération, 02/08/2019, [url](#)

<sup>43</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>44</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>45</sup> Libération, 02/08/2019, [url](#)

<sup>46</sup> VOA News, 14/01/2020, [url](#)

<sup>47</sup> Libération, 26/07/2021 (2), [url](#)

<sup>48</sup> Libération, 26/07/2021, [url](#)

<sup>49</sup> Libération, 27/07/2021, (2) [url](#)

<sup>50</sup> Libération, 27/07/2021, (2) [url](#)

(Tibet, Ouïgours, Taiwan...), avec, pour les réfractaires, des pressions sur les familles restées au pays »<sup>51</sup>.

### 3.2. Milieux de la recherche et professeurs

**Les chercheurs et enseignants spécialisés sur la Chine sont également ciblés par les autorités chinoises et les groupes nationalistes liés au PCC.**

L'un d'entre eux, cité anonymement, travaillant en Australie, affirme ainsi que « **des pans entiers [de l'enseignement] sont interdits** » tels que le fait de mentionner Taïwan non seulement comme un pays mais même comme une entité politique autonome<sup>52</sup>. Il explique que **des plaintes sont déposées par certains étudiants concernant le contenu des cours. Les professeurs prennent également le risque d'être mal notés par les élèves durant l'évaluation de fin d'année.** Un chercheur australien a également été harcelé par mail au point qu'une fausse adresse mail a été créée en son nom pour envoyer une lettre de démission à son employeur<sup>53</sup>.

Des enseignants américains ont, quant à eux, témoigné de ce que le contenu de leur enseignement était surveillé, notamment par des membres allégués des services de renseignements. Ces derniers auraient demandé par exemple d'assister aux cours sans pouvoir fournir de pièce d'identité<sup>54</sup>.

Les autorités chinoises, en plus de surveiller étroitement et intimider élèves et enseignants, exercent également **des pressions financières sur les universités** à l'étranger notamment par le biais des nombreux partenariats noués au fil des années. Ainsi, en 2013, l'université du Maryland a accueilli le Dalaï Lama malgré l'opposition des autorités chinoises. Cette décision a poussé les autorités chinoises à réduire significativement leurs financements dans le cadre d'un partenariat avec cette université, ayant pour conséquence des pertes financières importantes<sup>55</sup>.

En France, Le professeur et sinologue Jean-Philippe Béja, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), ajoute que : « depuis trois ou quatre ans, des étudiants chinois, souvent des cadres des jeunesses communistes, viennent perturber nos conférences. Ils sont sans doute envoyés par l'ambassade. D'autres le font pour se faire bien voir des autorités [...] Quand j'organise des conférences, **il y a toujours des contestations, des agressions verbales**<sup>56</sup>. » L'ambiance délétère des milieux académiques pour les étudiants chinois est également soulignée par le témoignage d'un « ancien responsable d'association chinoise » : « au minimum, il nous faut rester neutre dans nos prises de position, sinon **les membres de notre famille qui vivent en Chine reçoivent la visite des services de renseignement**<sup>57</sup> ». De la même manière, le maître de conférences Rémi Castets, travaillant dans le département d'études chinoises de l'Université Bordeaux-Montaigne, explique, dans le cadre de la même enquête, que **certaines de ses étudiants ne souhaitent pas s'exprimer publiquement sur des sujets potentiellement « critiques »** et demandent de ne pouvoir travailler que par écrit par crainte de représailles lors de leur retour en Chine<sup>58</sup>.

La diplomatie chinoise est également mobilisée pour défendre l'image de la Chine à l'étranger conformément au discours officiel du PCC. En 2021, l'ambassadeur de Chine en France, Lu Shaye, a ainsi violemment attaqué le chercheur Antoine Bondaz, membre de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) à la tête d'un programme d'étude dédié à Taïwan, le qualifiant de « petite frappe » dans un message publié sur *Twitter* avant de le qualifier de « troll idéologique » sans le nommer dans une lettre explicative virulente<sup>59</sup>. Le journal chinois anglophone lié au PCC, le *Global Times*, a publié un article dans la foulée de ce pugilat, citant le nom du chercheur et menaçant des parlementaires français souhaitant se rendre en visite officielle à Taïwan, sujet à l'origine de la discorde, les accusant de prendre le risque de dégrader les relations officielles entre la Chine et la France. Cet article du *Global Times* serait le signe, pour le journal *Le Monde*, du fait que cette campagne était « gérée au plus haut niveau

<sup>51</sup> Le Monde, 08/06/2021, [url](#)

<sup>52</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>53</sup> HRW, 30/06/2021, [url](#)

<sup>54</sup> VOA News, 14/01/2020, [url](#)

<sup>55</sup> VOA News, 14/01/2020, [url](#)

<sup>56</sup> Libération, 27/07/2021, (2) [url](#)

<sup>57</sup> Libération, 27/07/2021, (2) [url](#)

<sup>58</sup> Libération, 27/07/2021, (2) [url](#)

<sup>59</sup> Ambassade de Chine en France, 21/03/2021, [url](#)



à Pékin »<sup>60</sup>. Pour la chercheuse Nadège Rolland, en France, le régime chinois cible notamment de petites universités de province souffrant d'un manque d'investissement pour y « obtenir des résultats à peu de frais<sup>61</sup> ».

---

<sup>60</sup> Le Monde, 19/03/2021, [url](#)

<sup>61</sup> Libération, 27/07/2021, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés entre juillet et septembre 2021.

### Institutions nationales

Ambassade de la République Populaire de Chine en France, « Une discussion démocratique sur la liberté d'expression », 21/03/2021, <http://www.amb-chine.fr/fra/zfzj/t1862928.htm>

Commission d'examen économique et de sécurité des relations entre les États-Unis et la Chine, s.d., « Anastasya Lloyd-Damnjanovic », <https://www.uscc.gov/staff/anastasya-lloyd-damnjanovic>

Woodrow Wilson Center for Scholars, « A preliminary study of PRC political influence and interference activities in American higher education », Anastasya Lloyd-Damnjanovic, 2018, 142 pages, [https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/prc\\_political\\_influence\\_full\\_report.pdf](https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/prc_political_influence_full_report.pdf)

### Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch, « "They don't understand the fear we have." How China's long reach repression undermines academic freedom at Australia's universities », 30/06/2021, <https://www.hrw.org/report/2021/06/30/they-dont-understand-fear-we-have/how-chinas-long-reach-repression-undermines>

Scholars at risk, « Obstacles to excellence. Academic freedom and China's quest for world-class universities » 09/2019, 111 pages, [https://www.scholarsatrisk.org/wp-content/uploads/2019/09/Scholars-at-Risk-Obstacles-to-Excellence\\_EN.pdf](https://www.scholarsatrisk.org/wp-content/uploads/2019/09/Scholars-at-Risk-Obstacles-to-Excellence_EN.pdf)

Scholars at Risk, « Wang Zhan » s.d., <https://www.scholarsatrisk.org/report/2019-10-15-finnish-meteorological-institute/>

### Médias

Libération, « "L'université est l'une des portes d'entrée de la stratégie d'influence chinoise" », 27/07/2021, [https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/luniversite-est-lune-des-portes-dentree-de-la-strategie-dinfluence-chinoise-20210727\\_EHLA54DY7RDWXITY7MYNOLAJPM/](https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/luniversite-est-lune-des-portes-dentree-de-la-strategie-dinfluence-chinoise-20210727_EHLA54DY7RDWXITY7MYNOLAJPM/)

Libération, « Les profs et étudiants chinois enrôlés dans une guerre d'opinion menée par Pékin », 27/07/2021 (2), [https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/les-profs-et-etudiants-chinois-enroles-dans-la-guerre-dopinion-menee-par-pek-in-20210727\\_DPFJJBEBHZGEJNWLFIKROK7F4/](https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/les-profs-et-etudiants-chinois-enroles-dans-la-guerre-dopinion-menee-par-pek-in-20210727_DPFJJBEBHZGEJNWLFIKROK7F4/)

Libération, « Dans les facs françaises, des travaux dirigés par Pékin », 26/07/2021, [https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/dans-les-facs-francaises-des-travaux-diriges-par-pek-in-20210726\\_SXMOA4LHSBFZJAE2HNWSWRHEVE/](https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/dans-les-facs-francaises-des-travaux-diriges-par-pek-in-20210726_SXMOA4LHSBFZJAE2HNWSWRHEVE/)

Libération, « La Chine dans les universités françaises, un pouvoir pas très soft », 26/07/2021 (2), [https://www.liberation.fr/idees-et-debats/editorial/la-chine-dans-les-universites-francaises-un-pouvoir-pas-tres-soft-20210726\\_KIC5J36ZJVBNXHPMCHNMONGWWQ/](https://www.liberation.fr/idees-et-debats/editorial/la-chine-dans-les-universites-francaises-un-pouvoir-pas-tres-soft-20210726_KIC5J36ZJVBNXHPMCHNMONGWWQ/)

Le Monde, « Les Instituts Confucius en France, de si discrets relais chinois », 08/07/2021 [1], [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/08/les-instituts-confucius-en-france-de-si-discrets-relais-chinois\\_6087437\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/08/les-instituts-confucius-en-france-de-si-discrets-relais-chinois_6087437_3210.html)

Le Monde, « Berlin regrette d'avoir « laissé trop d'espace » au réseau Confucius », 08/07/2021 [2], [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/08/berlin-regrette-d-avoir-laisse-trop-d-espace-au-reseau-confucius\\_6087544\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/08/berlin-regrette-d-avoir-laisse-trop-d-espace-au-reseau-confucius_6087544_3210.html)

Le Monde, « "L'offensive de Pékin contre les libertés académiques appelle des mesures défensives" », 08/06/2021, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/06/08/l-offensive-de-pekin-contre-les-libertes-academiques-appelle-des-mesures-defensives\\_6083369\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/06/08/l-offensive-de-pekin-contre-les-libertes-academiques-appelle-des-mesures-defensives_6083369_3232.html)

Le Monde, « "Petite frappe" : quand l'ambassade de Chine à Paris s'en prend à un chercheur français », 19/03/2021, [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/19/petite-frappe-quand-l-ambassade-de-chine-a-paris-s-en-prend-a-un-chercheur-francais\\_6073780\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/19/petite-frappe-quand-l-ambassade-de-chine-a-paris-s-en-prend-a-un-chercheur-francais_6073780_3210.html)

Sydney Morning Herald, « China 'exporting CCP speech controls to Australia' as second university caught in row », 05/08/2020, <https://www.smh.com.au/world/asia/china-exporting-ccp-speech-controls-to-australia-as-second-university-caught-in-row-20200805-p55irf.html>

ABC, « Pro-Hong Kong democracy students in Perth allege death threats, intimidation from Chinese nationals », 07/07/2020, <https://www.abc.net.au/news/2020-07-07/perths-pro-hong-kong-democracy-scene-alleges-death-threats/12418266>

Axios, « University of Minnesota student jailed in China over tweets », 23/01/2020, <https://www.axios.com/china-arrests-university-minnesota-twitter-e495cf47-d895-4014-9ac8-8dc76aa6004d.html>

Le Monde, « En Chine, le "crédit social" des citoyens fait passer les devoirs avant les droits », 16/01/2020, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/16/le-credit-social-les-devoirs-avant-les-droits\\_6026047\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/16/le-credit-social-les-devoirs-avant-les-droits_6026047_3232.html)

VOA News, « Chinese Students Say Free Speech in US Chilled by China », 14/01/2020, <https://www.voanews.com/student-union/chinese-students-say-free-speech-us-chilled-china>

Libération, « En Australie, les universités au régime chinois », 02/08/2019, [https://www.liberation.fr/planete/2019/08/02/en-australie-les-universites-au-regime-chinois\\_1743466/](https://www.liberation.fr/planete/2019/08/02/en-australie-les-universites-au-regime-chinois_1743466/)

VOA News, « Chinese Student Apologizes for Controversial Graduation Remarks », 25/05/2017, <https://www.voanews.com/student-union/chinese-student-apologizes-controversial-graduation-remarks>

New York Times, « On Campuses Far From China, Still Under Beijing's Watchful Eye », 04/05/2017, <https://www.nytimes.com/2017/05/04/us/chinese-students-western-campus-china-influence.html>

New York Times, « China Says Its Students, Even Those Abroad, Need More "Patriotic Education" », 10/02/2016, [https://www.nytimes.com/2016/02/11/world/asia/china-patriotic-education.html?\\_r=0](https://www.nytimes.com/2016/02/11/world/asia/china-patriotic-education.html?_r=0)